

Le 9 avril, une force s'est rassemblée

Les médias ont tout fait pour le minimiser, pour l'ignorer. Mais les faits sont là : le 9 avril, répondant à l'appel à la grève interprofessionnelle et à la manifestation de la CGT, de la CGT-FO, de la FSU et de Solidaires, les travailleurs ont manifesté par centaines de milliers dans plus de 80 villes dans tout le pays pour le retrait du pacte de responsabilité, pour le retrait de la loi Macron.

Le 9 avril, les travailleurs ont montré qu'une force est disponible pour combattre ce gouvernement. Au même moment, des grèves se multiplient dans de nombreux secteurs contre les conséquences concrètes des mesures gouvernementales, pour la défense de l'emploi, des salaires, des garanties collectives.

Toutes se heurtent à la politique de ce gouvernement.

Toute la situation pousse à la lutte de classe unie pour contraindre le gouvernement Hollande-Valls à reculer.

C'est une urgence. Car ce dernier, tout entier soumis aux ordres de l'Union européenne et aux traités européens, accélère encore le rythme des contre-réformes, des mesures anti-ouvrières et antidémocratiques.

La loi Touraine est actuellement présentée à l'Assemblée nationale. Une loi de destruction de la santé, une loi qui porte un coup majeur à la Sécurité sociale.

Valls vient d'annoncer le calendrier de l'offensive gouvernementale contre le Code du travail :

— Le 22 avril, sera présenté au Conseil des ministres un projet de loi relatif au « dialogue social », qui remet en cause les instances représentatives du personnel.

— D'ici à la fin mai, des amendements à la loi Macron et à la loi sur le dialogue social seront présentés au Parlement, pour renforcer les possibilités pour les entreprises de baisser les salaires et d'augmenter le temps de travail.

— En juin, une conférence sociale aura pour objectif la « simplification de la réglementation du travail ». Un grand patron, Jean-François Dehecq, vice-président du Conseil national de l'industrie, commente : « *Ne boudons pas notre plaisir de voir dans ces annonces des mesures que l'on recommande depuis longtemps.* »

Et maintenant ?

Le 9 avril constitue un formidable encouragement.

Dans le même temps, le gouvernement — pourtant en crise, comme toutes les institutions — accélère son offensive anti-ouvrière.

Cette contradiction pose avec force la question : « Et maintenant, comment faire pour que le gouvernement soit contraint de retirer effectivement sa loi Macron et de renoncer à la nouvelle avalanche de mesures qu'il a programmées pour frapper les travailleurs ? »

Organiser le débat sur ces questions, tel est le sens de la proposition d'une assemblée-débat nationale le 6 juin, proposée par l'hebdomadaire *Informations ouvrières*, organe du Parti ouvrier indépendant.

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant Je souhaite adhérer

Je souhaite être informé de la date et du lieu de la prochaine assemblée-débat organisée par le POI

Nom, prénom : Adresse :

..... Code postal : E-mail :

Bulletin à retourner à : Parti ouvrier indépendant 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris